

Jean-Marie Triffaux

UNE PAGE D'HISTOIRE DE L'OCCUPATION ALLEMANDE A ARLON: LE *DEUTSCHE SPRACHVEREIN*

Du belvédère de l'église Saint-Donat d'Arlon, on domine un horizon assez vaste. Au nord, s'arrête la haute forêt ardennaise. Vers le sud, c'est Longwy et la Lorraine française. Un peu plus à l'est, la frontière luxembourgeoise est à quatre kilomètres. Par temps clair, on devine les hauteurs de l'Allemagne. De Tintange à Athus, et de Hachy à Sterpenich, c'est l'*Arelerland* ou pays d'Arlon. En raison du parler germanique plus que millénaire de ses habitants, l'occupation allemande de cette région entre 1940 et 1944 ne ressembla à aucune autre en Belgique. L'histoire du *Deutscher Sprachverein in Arel* en constitue une des pages les plus douloureuses, enfouie au plus profond de la mémoire collective arlonaise.

1. UNE MINORITE GERMANOPHONE DANS LA PROVINCE DE LUXEMBOURG

En 1815, au lendemain de la défaite de Napoléon, le Congrès de Vienne confia le Luxembourg à Guillaume d'Orange-Nassau, en guise de dédommagement pour la perte de ses principautés patrimoniales au profit de la Prusse. Le Luxembourg lui fut donné en possession personnelle et à perpétuité. De duché, il fut élevé au rang de grand-duché et incorporé à la Confédération germanique. Guillaume devint roi des Pays-Bas et grand-duc de Luxembourg. A cette époque, le Grand-Duché de Luxembourg et l'actuelle province belge du même nom ne formaient qu'une seule entité territoriale, bien homogène hormis une différence de langue entre sa partie occidentale dite «quartier wallon» et sa partie orientale dite «quartier allemand». Durant quinze ans, le Luxembourg partagea le sort des provinces belges. En 1830, il participa largement à la révolution belge. Le 16 octobre 1830, le Gouvernement provisoire le déclara partie intégrante de la Belgique. Mais un an plus tard, au lendemain de la désastreuse campagne des dix jours, les pourparlers entre les grandes puissances réunies en conférence à Londres aboutirent au traité des XXIV articles prévoyant le partage du Luxembourg entre la Belgique et le Roi des Pays-Bas.

Le principe de base retenu pour diviser le Luxembourg fut celui de la séparation en vertu de la frontière linguistique. La moitié wallonne revenait

à la Belgique, la moitié allemande à Guillaume. Mais en réalité, la ligne de partage ne coïncida pas exactement avec la frontière linguistique. Toute la région d'Arlon, située aux premières tranchées du quartier germanique, fut attribuée à la Belgique et non au Grand-Duché. L'étude des archives diplomatiques a démontré que la région d'Arlon fut donnée à la Belgique suite à une revendication française¹. Il s'agissait de placer hors la Confédération germanique la route stratégique Metz-Liège passant par Thionville, Longwy, Arlon et Bastogne. Toutefois, en raison de l'opposition de Guillaume, cette séparation ne devint effective que huit ans plus tard. En dépit de toute considération linguistique et ethnique, le Pays d'Arlon fut brutalement détaché, le 19 avril 1839, du quartier allemand de l'ancien duché de Luxembourg auquel il appartenait depuis plusieurs siècles afin de satisfaire aux exigences stratégiques de l'équilibre européen. Dans les semaines qui suivirent, la ville d'Arlon fut promue à titre définitif au rang de chef-lieu de province, alors qu'avant la révolution belge, elle n'était qu'une humble bourgade de deux mille âmes, étouffant dans ses remparts vétustes.

Si la conjonction de ces événements gratifia la région d'un développement inespéré, elle eut également une conséquence inattendue: l'extinction progressive du dialecte et de la culture germanique au profit de la langue et de la culture françaises. La ville d'Arlon se transforma rapidement et en profondeur. Par centaines, puis par milliers, fonctionnaires, militaires et ouvriers du chemin de fer, tous wallons hormis quelques flamands dans l'armée, affluèrent dans la région. De nouveaux quartiers furent construits. On ouvrit un collège, une gare de premier rang, et même une prison et un nouveau cimetière. En vingt ans, la population tripla. Au sud du Pays d'Arlon, un phénomène comparable se produisit avec le développement industriel d'Athus et l'exploitation de la minette à Halanzy. Tous les nouveaux venus ne parlaient ni l'allemand ni le dialecte local appelé aujourd'hui «luxembourgeois» ou «francique mosellan», et n'avaient aucun intérêt à l'apprendre².

2. DE LA DEFENSE DE LA LANGUE MATERNELLE AU SPECTRE DE L'ANNEXION

Soucieux de sauver d'une déchéance irrémédiable la langue maternelle et la religion chrétienne, toutes deux agressées par la langue de Voltaire et ses conceptions philosophiques trop libérales, diverses personnalités

1 A. CALMES, *Le Grand-Duché de Luxembourg dans la Révolution belge*, Luxembourg, 1971.

2 J.-M. TRIFFAUX, *La Minorité germanophone de la Province de Luxembourg aux XIXe et XXe siècles*, mémoire de licence, U.L.B., 1985.

catholiques arlonaises se réunirent en 1893 autour de l'illustre enfant du pays, Godefroid Kurth, professeur d'histoire à l'université de Liège. Ainsi naquit le *Verein für Rege und Pflege des Deutsche Mundart*. Son objectif était de faire de l'allemand la troisième langue nationale afin d'assurer aux germanophones belges une place à part entière³. Conférences, publications et bibliothèques allemandes, pétitions auprès du Parlement, campagnes de presse, furent ses principales activités, tandis que les libéraux arlonais ripostaient en organisant à Arlon en 1907 un congrès international pour l'extension de la langue française, et en créant l'année suivante l'Association française d'Arlon⁴. Après les horreurs commises dans le Luxembourg au mois d'août 1914 par les envahisseurs allemands, le *Verein* de Godefroid Kurth se dissout spontanément. Malade, le grand historien mourut deux ans plus tard, après avoir signé un violent réquisitoire contre l'Allemagne pour ses crimes ignobles⁵.

Intéressé par le caractère germanique de la région, l'occupant tenta de rétablir par la contrainte l'équilibre linguistique en faveur de l'allemand⁶. Diverses ordonnances de germanisation de l'administration et de l'enseignement communal furent publiées. Mais c'était compter sans la résistance unanime du conseil communal d'Arlon et de l'échevin de l'instruction Paul Reuter, déporté en 1917⁷. Quant à la population, plutôt que de continuer à parler une langue germanique, elle choisit résolument le français, préférant oublier sa langue maternelle par patriotisme, mais aussi par honte.

Au début des années trente, alors que le Parlement belge s'apprêtait à voter les grandes lois linguistiques en matière d'enseignement, d'administration et de justice, un mouvement culturel financé par l'Allemagne, dénommé *Bund der Deutsch-Belgier* et animé par le professeur liégeois Henri Bischoff, provoqua l'indignation générale en demandant un statut spécial pour la région arlonaise en raison de ses

3 R. HENRY, *Allemands de Belgique*, Bruxelles, 1903; *Deutsch-Belgien. Organ des Deutschen Vereins zur Hebung und Pflege der Muttersprache um deutschredender Belgien*, Arlon-Bruxelles, 1899; *Jahrbuch des Deutschen Vereins*, Arlon, 1914.

4 *Association pour la culture et l'extension de la langue française, comité d'Arlon, XXVe anniversaire, 1910-1935*, Bruxelles, 1936; M. WILMOTTE, *Mes Mémoires*, Bruxelles, 1948.

5 G. KURTH, *Le Guet-Apens Prussien en Belgique*, Paris-Bruxelles, 1919.

6 J. LOEB, *Das hochdeutsche Sprachgebiet in Belgien, Die alte deutsche Stadt Arel*, Arlon, 1918; M. BOURGUIGNON, *Un aspect de la propagande allemande en Belgique*, dans *Revue belge des livres, documents et archives de la guerre 1914-1918*, Bruxelles-Paris, 1931.

7 *La Résistance du Conseil communal aux tentatives de germanisation des écoles*, Arlon, 1919.

spécificités linguistiques⁸. La levée de boucliers fut totale: conseils communaux, partis politiques locaux, presse, groupements patriotiques, associations commerciales,... se retrouvèrent aux côtés de Paul Reuter devenu bourgmestre d'Arlon en 1921, et du journaliste Omer Habaru, à la tête d'un vaste mouvement de protestation. Une édition du *Fliegende Taube*, journal financé par le *Bund*, prônant la germanisation d'Arlon et de ses villages, fut distribuée le 4 août 1934, jour du 20e anniversaire des atrocités allemandes. Les Arlonais répondirent par un journal financé par une souscription publique dont le titre était «Nous ne voulons pas être des Prussiens». Devant cette hostilité généralisée, le *Bund* disparut en 1935⁹.

3. MATTHIAS ZENDER: UN SPECIALISTE ALLEMAND A ARLON

Du côté allemand, on avait parfaitement perçu les effets désastreux des campagnes menées dans la région arlonaise par le mouvement du professeur Bischoff. L'effort en faveur de la langue allemande et de la germanisation du Pays d'Arlon, financé par le *Verein für das Deutschtum in Ausland* (V.D.A.), était un échec complet. Jamais les réactions anti-allemandes n'avaient été aussi vives et aussi nombreuses à Arlon¹⁰. Le fourvoiement très grave des responsables du V.D.A. était dû à une méconnaissance quasi totale de la situation linguistique de cette région. On avait cru aisée la création rapide d'un mouvement local revendicatif, servant à moyen terme les intérêts et la politique du nouvel empire allemand. Mais on avait oublié le développement chez tous les patoisants des sentiments de culpabilité et d'hostilité à l'Allemagne et à sa langue après la guerre. Beaucoup de questions restaient sans réponses. Envoyer un spécialiste sur place était une nécessité pour savoir à quoi s'en tenir. Dès 1935, un jeune assistant universitaire quittait le *Geschichtliches Institut für die Kunde des Rheinlandes*, de l'université de Bonn, pour le sud-Luxembourg.

Issu d'une famille de cultivateurs de Niederweis, dans l'arrondissement de Bitburg, Matthias Zender avait pour langue maternelle un dialecte allemand qui n'était autre que le francique mosellan utilisé communément depuis plus d'un millénaire de Thionville à Saint-Vith et d'Arlon à

8 *Les années trente: les années difficiles*, dans J.-M. TRIFFAUX, *La Minorité germanophone*, op.cit., pp. 217-319.

9 *Idem*.

10 Audition de Paul Lespagnard à Arlon, le 25.IV.1946, Sûreté de l'Etat, P.V. n° 5498 (Papiers Omer Habaru).

Sarrebrück. C'est lui qu'on choisit pour étudier sur place le problème arlonais ¹¹.

Son premier voyage s'effectua en 1935 et dura plusieurs semaines, trois autres suivirent de 1936 à 1938. Officiellement ces séjours décidés par le professeur Steinbach avaient un but d'études folkloriques. Il s'agissait de rédiger un recueil de contes et de légendes de l'Eifel, du Grand-Duché de Luxembourg et d'Arlon. Le V.D.A. de Düsseldorf finançait les travaux ¹². Profitant de sa bonne connaissance du français et du patois local, Zender parcourut la contrée en tous sens, contactant les personnalités locales, écoutant les vieux des villages, rencontrant les paysans aux champs, fréquentant les cafés d'Attert et de Weyler, dévalisant la bibliothèque communale et celle de l'institut archéologique d'Arlon, logeant tantôt chez l'habitant à Aubange ou Habergy, tantôt à l'hôtel du Luxembourg à Arlon. Parmi ses rencontres, l'abbé Frédéric Schaul, curé de Tintange et responsable local de l'ex-Bund der Deutsch-Belgier, l'écrivain patoisant Nicolas Warker, auteur du célèbre *Wintergrün*, un recueil de contes et légendes du Pays d'Arlon.

Le résultat escompté fut atteint. Non seulement Zender comprit bien la position de l'allemand, du patois et du français dans la région, mais il repéra la plupart des personnalités importantes, prenant contact avec une partie d'entre elles. Ils connaissaient les groupes d'intérêt et d'influence qui réglaient la vie de la région et savait où trouver les ennemis de l'Allemagne. Toute la documentation possible avait été rassemblée: géographique, topographique, démographique, linguistique, politique, littéraire, historique et folklorique. Même des livres scolaires et des catéchismes furent envoyés à l'Institut de Bonn et au siège du V.D.A. à Berlin. Muni d'un Leica, il avait photographié tous les villages. En 1938, avant de rentrer à Bonn, Matthias Zender donna une conférence à l'université de Louvain, dans une salle mise à la disposition du mouvement *DeVlag*, sur les problèmes linguistiques de la Belgique vus par un Allemand. En avril 1939, il publia dans la revue *Deutsches Archiv*, de l'université de Bonn, un article bien documenté consacré à la région d'Arlon ¹³. Il y décrivait «le dur combat mené depuis plusieurs siècles par les Arlonais pour défendre les positions de la langue allemande à l'ouest contre la wallonisation». Sa conclusion était que par leur remarquable et

11 J.M.B., *Proc. Zender*, P.V. n° 8940, 18 novembre 1946.

12 *Id.*, P.V. n° 1067K, 12 février 1946; et Audition de Paul Lespagnard à Arlon, le 25.IV.1946, Sûreté de l'Etat, P.V. n° 8940 (Papiers Omer Habaru). Selon Lespagnard, en plus du V.D.A. de Düsseldorf, le *Sicherheitsdienst* aurait également participé aux frais.

13 M. ZENDER, «Die deutsche Sprache in der Gegend von Arel», dans *Deutsches Archiv für Landeskunde und Volksforschung*, t. 3, 1939, pp. 1-40; Zender a bien publié des recueils de contes et légendes en 1935 et en 1936. Il s'est affilié au N.S.D.A.P. le 1er novembre 1937.

silencieuse résistance, inconnue en Allemagne, ces habitants de sang allemand avaient réussi leur mission. Mais depuis 1839, ils en payaient durement le prix. Dans le même ouvrage, le lecteur découvrait d'autres articles présentant sous différents aspects, plusieurs minorités germaniques situées à l'extérieur du Reich: les Frisons de Russie, les Allemands du Danube, les Lettons...

4. AU CENTRE DES MENEES ANNEXIONNISTES DU GAULEITER SIMON

Dès le début de l'occupation en 1940, la Belgique comme d'autres pays aurait pu être divisée et certaines de ses régions annexées. La frontière du Reich aurait pu être immédiatement portée plus à l'ouest, sur la frontière linguistique existante. Il n'en fut cependant rien. N'étant pas prêt, l'occupant préféra reporter toutes ses idées d'annexion à la période qui succéderait à la guerre et préparer le terrain entretemps, mais sans rien décider qui engagerait l'avenir de l'Etat belge. Telles étaient les grandes lignes de la politique allemande à l'ouest, même si une cinquantaine de communes belges furent totalement ou partiellement annexées dans les régions d'Eupen, Malmédy, Saint-Vith, Moresnet, Montzen et Beho, dans les provinces de Liège et de Luxembourg, dès le début de la guerre ¹⁴.

Dans les jours qui suivirent l'invasion, la Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le nord de la France furent rassemblés sous la juridiction d'une administration militaire allemande, avec à sa tête un gouverneur, le général von Falkenhausen. Mais quelques semaines plus tard, le 29 juillet 1940, le Grand-Duché de Luxembourg fut soustrait à l'autorité militaire, et c'est une administration civile conduite par le *Gauleiter* Gustav Simon du Gau de Coblenze-Trèves, qui s'installa à Luxembourg. En sa qualité de *Chef der Zivilverwaltung in Luxemburg*, Simon dépendait directement d'Hitler ¹⁵. Dès son installation dans la capitale grand-ducale, Simon manœuvra en vue d'incorporer la région patoisante d'Arlon et d'Athus au

14 M. SCHAEERER, *Deutsche Annexionspolitik im Westen. Die Wiedereingliederung Eupen-Malmedys im Zweiten Weltkrieg*, Berne-Francfort, 1975; K. FAGNOUL, «Aspects de la seconde guerre mondiale au pays de Saint-Vith», dans *Cahiers d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n° 7, Bruxelles, 1982, pp. 185-211.

15 G. TRAUSCH, *Le Luxembourg à l'époque contemporaine*, Luxembourg, 1975, p. 151; A. DE JONGHE, «La lutte Himmler-Reeder pour la nomination d'un HSSPF à Bruxelles, la *Sicherheitspolizei* en Belgique», dans *Cahiers d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, n° 3, Bruxelles, 1974, pp. 110-112.

nouveau territoire placé sous sa juridiction¹⁶. Il estimait absurde que l'autorité de l'administration civile s'arrêtât à une frontière politique purement artificielle, issue de négociations plus que centenaires. Seule la frontière linguistique devait être respectée, nulle autre. Mais à Bruxelles, la *Militärverwaltung* ne l'entendait pas de cette oreille. Il n'était pas question de céder un pouce de l'*Arelerland* à Luxembourg. La première *Feldkommandantur* de la province de Luxembourg siégeait depuis le commencement de l'occupation à Bastogne, localité jugée moins excentrique qu'Arlon et plus facile pour les communications. Pourtant dans le courant du mois d'août, elle fut transférée à Arlon¹⁷.

Les militaires avaient vraisemblablement compris que le chef-lieu, siège de toute l'administration provinciale, ville plus agréable que Bastogne, offrant plus de ressources tant en locaux pour bureaux et pour chambres, qu'en agréments pour les officiers, convenait mieux que la cité ardennaise. Néanmoins il ne faut pas écarter totalement l'idée que Bruxelles ait voulu signifier à Luxembourg qu'Arlon était et resterait en Belgique sous son autorité. S'il s'agit là d'une pure hypothèse, il est toutefois établi que les fonctionnaires de la *Feldkommandantur* d'Arlon avaient reçu comme instructions formelles d'éviter tout contact avec la *Zivilverwaltung* de Luxembourg¹⁸. A partir de ce moment, une lutte d'influence sans merci et sans répit se livra entre le mouvement annexionniste parti de Luxembourg et la *Militärverwaltung* de Bruxelles qui se contentait d'appliquer à Arlon la politique générale propre à l'ensemble du territoire.

Le point de vue de Bruxelles était simple. Eggert Reeder, chef de l'administration militaire, l'explicita le 18 avril 1947 lors d'un interrogatoire mené par la justice belge:

«Le Militärbefehlshaber ne désirait d'aucune façon céder une partie du territoire belge avant la fin des hostilités. En effet, sa politique visait à maintenir l'ordre dans les territoires sous sa juridiction et il n'ignorait pas que les Arlonais et les habitants des villages voisins ne voyaient pas d'un oeil favorable une incorporation éventuelle au Grand-Duché.»¹⁹

16 Audition de Paul Lespagnard à Arlon, le 25.IV.1946, Sûreté de l'Etat, P.V. n° 5498 (Papiers Omer Habaru); J.M.B., *Proc. Zender*, P.V. du 30.IV.1946; J.M.B., *Proc. Reeder*, P.V. du 18.IV.1947; C. DECKER, «Arel Deutsche Stadt !», dans *L'Avenir du Luxembourg*, 28 et 29.IX.1944, p. 1.

17 C. DECKER, «Intrigues Nazistes», dans *L'Avenir du Luxembourg*, 8 et 9 octobre 1944, p. 1.

18 J.M.B., *Proc. Zender*, P.V. 8940, 18.XI.1946.

19 J.M.B., *Proc. Reeder*, P.V. du 18.IV.1947.

De même Damien Kratzenberg, un Grand-Ducal membre de la direction du *Volksdeutsche Bewegung* (V.D.B.) de Luxembourg déclara après la guerre:

«Il était notoirement dit que l'annexion n'aurait pas lieu parce que la Wehrmacht s'y opposait et que la défense venait du *Militärbefehlshaber* de Bruxelles.

La Wehrmacht avait fait savoir qu'il y avait lieu d'attendre la fin de la guerre avant de modifier les frontières et qu'en cas d'annexion, il y avait lieu de craindre des réactions populaires belges. En un mot l'occupation deviendrait moins paisible et cela nuirait à la 'Stimmung', c'est-à-dire à l'ambiance et à l'atmosphère publique.»²⁰

A Luxembourg, on décida de ne pas attendre et de passer à l'action.

A cette époque, les services allemands de contre-espionnage et de renseignements dans la région d'Arlon et dans le Luxembourg, étaient en pleine réorganisation²¹. Le commerçant arlonais d'origine grand-ducale Jean-Pierre Majeres, dit «Bistro», agent allemand dès avant la guerre, avait reçu pour mission, après son installation comme agent officiel de l'*Abwehrstelle* (A.S.T.) de former à Arlon un réseau d'informateurs.

Afin de mieux camoufler cette organisation, Luxembourg proposa de créer à Arlon une section du *Volksdeutsche Bewegung* (V.D.B.)²² qui comprendrait d'office tous les Grands-Ducaux habitant la région²³. D'une part, cela permettrait de les rassembler, de mieux les contrôler et de les forcer à donner des informations. D'autre part, au travers de cette association dépendant de Luxembourg, c'était le *Gauleiter* Simon qui prenait pied à Arlon, sur le territoire de l'administration militaire. Il espérait pouvoir former le noyau d'un vaste mouvement populaire allemand qui appuierait son action afin d'obtenir l'annexion du Pays d'Arlon. A l'automne 1940, un membre de la *Zivilverwaltung* de Luxembourg, nommé Dietzler, chargé du développement du V.D.B. et futur responsable de l'*Ausland Organisation* de Paris, se rendit à Arlon pour mettre au point la création du V.D.B. arlonais. Il était accompagné de son secrétaire Richards, du référendaire de presse Edouard Gerlach et de l'adjoint de ce dernier Paul-Léon Muller, chef de propagande au V.D.B. de Luxembourg. Ils

20 J.M.B., *Proc. Lespagnard*, Déclaration non datée de Damien Kratzenberg (1878-1946).

21 Service de sécurité et de renseignements allemand.

22 Les quelques Luxembourgeois gagnés aux idées nazies, appuyés par des Allemands résidant au Grand-Duché de Luxembourg, fondèrent le V.D.B. fin juin 1940. Le but de cette association animée par Damien Kratzenberg était de préparer l'annexion du Luxembourg à l'Allemagne sous forme d'un «retour» à la mère-patrie. Son slogan était: «*Heim ins Reich*».

23 J.M.B., *Proc. Majeres*, Exposé des faits.

s'entretenrent de la région avec une poignée de collaborateurs rassemblés par Majeres. Parmi eux, un sujet allemand installé à Arlon et travaillant pour l'A.S.T. de Trèves, le libraire Mathias Moritz, le tailleur arlonais Jules Knepper, le militaire René Reichling de Habay et une personnalité locale, le docteur Nicolas Muller. Tout cela se déroula dans le plus grand secret²⁴. La campagne se poursuivit à la même époque dans la presse grand-ducale. Probablement suite à une intervention de Gerlach, le *Luxemburger Wort* publia un grand article intitulé *Arel as eng deitsch Stadt*²⁵. Basée sur les travaux de Zender, la thèse développée soutenait qu'Arlon avait été arraché au Grand-Duché en 1839. Décision injuste puisqu'Arlon avait toujours appartenu au Luxembourg et que la frontière ne respectait pas la limite des langues. L'auteur de l'article soulignait la situation difficile dans laquelle s'était trouvée cette minorité fondamentalement allemande. Il décrivait la lutte pour la langue maternelle menée depuis, particulièrement sous l'action du grand patriote belge Godefroid Kurth. Après avoir mentionné les pétitions du *Deutscher Verein* et les multiples démarches du *Bund* luxembourgeois, il concluait qu'une rectification de frontière s'imposait maintenant qu'il était possible de rendre justice à cette population.

A Arlon, Majeres entama son action. Afin de gagner des sympathies, même parmi la population belge, il se mit à distribuer des pommes de terre et des flocons d'avoine. Un important stock avait été mis à sa disposition par le chef de la *Zivilverwaltung* de Luxembourg sur réquisition du parti nazi. Environ sept cents Arlonais profitèrent de ces distributions. D'autre part une librairie allemande fut fondée à Arlon par la *Propagandaamt* de Luxembourg. Simon avait secrètement réussi à obtenir, en décembre 1940, que la *Propaganda Abteilung* de Bruxelles déferât à Luxembourg toutes les affaires concernant Arlon et ses environs. Aussi incroyable que cela puisse paraître, la direction de l'administration militaire ne fut pas tenue au courant de toutes ces dispositions. Lorsque la *Kommandantur* d'Arlon lui signala que la population commençait à s'agiter suite aux rumeurs d'annexion imminente confirmée par une série de dispositions récentes, ce fut la surprise et la colère à Bruxelles. Et quand on apprit qu'un membre de la *Zivilverwaltung*, Paul-Léon Muller, venait de réquisitionner l'imprimeur arlonais Fasbender pour publier un journal en langue allemande à Arlon, ce fut l'explosion et l'incident²⁶.

24 J.M.B., *Proc. Lespagnard*, P.V. n° 5498, 28 avril 1946.

25 E. GLASS, «Arel as eng deitsch Stadt», dans *Luxemburger Wort*, 21 et 22.XII.1940, p.1.

26 J.M.B., *Proc. Lespagnard*, P.V. 18.V.1946 et P.V. 28.IV.1946.

5. GENESE D'UN MOUVEMENT DE SOUTIEN DU VOLKSTUM A ARLON

Devant l'oubli volontaire dans lequel les militaires avaient été laissés et devant les ingérences répétées de la *Zivilverwaltung* dans les affaires de la *Militärverwaltung*, Bruxelles interdit purement et simplement la section du V.D.B. d'Arlon et reprit la propagande en main²⁷. Cette décision ne faisait évidemment pas l'affaire des menées annexionnistes du *Gauleiter* Simon ni du réseau de renseignement de Majeres. Cependant, ce dernier, inspiré par Luxembourg, réussit à sauver la situation.

Il existait à Arlon un groupe d'anciens rexistes, entrés en dissidence avec leur parti, notamment depuis la querelle Vigneron-Degrelle. Outre Majeres, on trouvait parmi eux les deux frères médecins, Eugène et Nicolas Muller, René Reichling, Charles Roubens, exploitant un atelier de constructions mécaniques, et Léopold Maas, futur échevin de la ville d'Arlon. Majeres leur proposa de faire une démarche commune auprès de l'administration militaire afin de pouvoir créer un nouveau groupe politique et culturel pro-allemand à Arlon. Au mois de mars 1941, ce groupe se rendit à Bruxelles afin d'obtenir l'autorisation de Reeder, chef de l'administration militaire en Belgique. Un de ses adjoints, le Dr Petri les reçut. Celui-ci leur dit que la région d'Arlon n'était pas assez importante pour justifier la création d'un parti politique mais il reconnut que l'administration militaire avait une raison de s'intéresser à Arlon. Il s'agissait du problème linguistique²⁸.

Ce changement d'attitude des militaires ne résultait pas seulement de la démarche arlonaise. En réalité, suite à l'incident qui avait opposé les deux administrations, Reeder avait reçu un délégué de Simon, peut-être Gerlach, bien avant qu'on suggère à Majeres de se rendre à Bruxelles²⁹. Le *Gauleiter* de Luxembourg avait compris qu'il n'obtiendrait pas l'annexion immédiate d'Arlon et qu'il valait mieux pour le moment tenter de susciter un vaste mouvement populaire revendicatif qui permettrait un rapprochement progressif des Arlonais avec les Grands-Ducaux, lequel serait tôt ou tard couronné par la fusion. De leur côté, les militaires se rendaient compte que le mouvement annexionniste parti de Luxembourg n'était pas prêt à se décourager. Un compromis s'imposait. Reeder se laissa-t-il persuader qu'Arlon appartenait au *Deutschtum* et méritait à ce titre un traitement spécial ? C'est probable car les deux administrations conclurent un accord secret prévoyant la création d'un cercle linguistique destiné à défendre la langue allemande et les intérêts de la minorité

27 J.M.B., *Proc. Lespagnard*, P.V. 28.IV.1946; J.M.B., *Proc. Zender*, P.V. n° 1067K, 12.II.1946.

28 J.M.B., *Proc. Lespagnard*, P.V. 28.IV.1946; J.M.B., *Proc. Majeres*, P.V. non daté.

29 J.M.B., *Proc. Lespagnard*, P.V. 28.IV.1946.

linguistique germanophone du Luxembourg. Mais il ne faut pas s'y tromper. Si l'administration militaire faisait cette concession à Luxembourg et aux collaborateurs arlonais, c'était uniquement pour se débarrasser des visées du V.D.B. sur la région et pour court-circuiter l'action de l'administration civile. Le nouveau cercle linguistique dépendrait uniquement de Bruxelles. Reeder avait cependant dû donner à Luxembourg un droit de regard sur l'entretien du *Deutschtum* à Arlon, en la personne du référendaire de presse Gerlach, chargé de contrôler les activités des défenseurs de la langue. En autorisant la constitution de ce groupement et en assurant sa direction, les militaires pensaient écarter d'Arlon le parti nazi et les S.S. En effet, il leur était maintenant possible de surveiller de très près ses activités tandis qu'avec une section du V.D.B., le pire était à redouter³⁰. Ainsi Petri attendait déjà Majeres et ses amis arlonais avant même que ceux-ci ne sussent qu'ils allaient faire une démarche à Bruxelles. Tandis que dans la capitale belge on devait se féliciter de son habileté, à Luxembourg on pensait certainement que le cercle linguistique était le début de la fin pour la présence militaire allemande dans l'*Arelerland*.

Lors de l'invasion de la Belgique, en mai 1940, Matthias Zender était au camp d'instruction de la *Wehrmacht* de Neustrieltz. En août et en novembre de la même année, on l'envoya à Arlon, inspecter les lieux et examiner la situation³¹. Cela prouve qu'à Berlin, tout le monde ne se désintéressait pas totalement d'Arlon. Au mois de février 1941, il fut appelé à l'administration militaire de Bruxelles et informé de sa mission: se rendre à Arlon et voir dans quelle mesure il était possible de former un cercle linguistique pour promouvoir la langue et la culture allemandes. Arrivé sur place, il prit contact avec Gerlach de Luxembourg. Selon les affirmations de Zender, c'est ce dernier qui aurait eu l'idée de donner au mouvement le nom de *Sprachverein*, de manière à provoquer une certaine confusion dans les esprits avec le *Deutsche Verein* de Godefroid Kurth³². Les deux hommes rencontrèrent quelques personnalités locales avant de faire rapport à leurs administrations respectives. Une lettre datée du 12 février 1941, adressée par un fonctionnaire de la *Zivilverwaltung*, le Dr Perizonius, à un destinataire non identifié, résume la situation à cette époque:

«Dans le pays d'Arlon, vivent actuellement 32.000 Volksdeutsch qui parlent encore la langue maternelle allemande. Après entretien avec le Gauleiter, membre du parti, Reckman, et d'accord avec le ministère de la Propagande ainsi que le Commandant militaire pour la Belgique, les soins culturels de ces Volksdeutsch seront donnés de la façon suivante.

30 J.M.B., *Proc. Lespagnard*, op.cit.; J.M.B., *Proc. Zender*, P.V. n° 1067K, 12.II.1946.

31 J.M.B., *Proc. Zender*, P.V. n° 8940, 18.XI.1946.

32 Selon Lespagnard, c'est le Dr Petri qui aurait eu cette idée.

A Arlon, sera fondé le Deutsche Sprachverein comme organisation de combat, indépendante du point de vue de la politique culturelle, et de Volkstum des Volksdeutsche de nationalité belge.

Le Sprachverein comprendra également les membres du V.D.B. de nationalité luxembourgeoise.

La création et l'organisation du Sprachverein sont entre les mains du chef de la succursale de l'Office de Propagande du Reich. Le chargé d'affaires est le préposé au Volkstum, membre du parti, Gerlach. Comme collaborateur de la direction du V.D.B., on fera appel au chargé d'affaires du Gauleiter, membre du parti, Dietzler, ainsi qu'à monsieur le docteur Zender de l'Institut d'histoire nationale de Bonn. On fera appel à d'autres collaborateurs suivant les besoins.

Le Sprachverein est formé d'après l'organisation politique du Reich et comprendra un groupe local dans chaque localité de langue allemande. C'est au Sprachverein qu'incombe l'organisation politique et culturelle et de Volkstum ainsi que la création de bibliothèques et d'une organisation d'aides.

Le professeur Michel d'Arlon sera nommé président du Sprachverein. Il a déjà collaboré à l'ancien Sprachverein de Warker et jouit d'une considération particulière dans toute la région d'Arlon. Il aura à ses côtés un état-major composé de Volksdeutsch arlonais de nationalité belge ou luxembourgeoise...

En raison de la situation politique actuelle en Belgique, les rapports entre Luxembourg et le Sprachverein ne peuvent en aucun cas être connus, étant donné en outre que le Commandant militaire pour les territoires occupés de la Belgique et du Nord de la France, se charge du travail administratif et politique en Belgique.

Les mesures nécessaires à la fondation seront prises par Bruxelles après entretien avec le chef du service de Propagande pour la Belgique, Sonderführer Brouwers, chef provincial de propagande à Düsseldorf. Toutefois l'Office de Propagande du Reich, succursale de Luxembourg, est chargé de l'action générale.»³³

6. CREATION DU «DEUTSCHER SPRACHVEREIN IN AREL»

Le 4 avril 1941, à la suite d'une disposition de l'Oberkommando de l'Armée, Zender fut nommé *Kriegsverwaltungsrat* à Arlon, avec dans ses attributions: «*Deutschsprachiger Unterricht, Pflege der deutschen Sprache und Kultur*»³⁴. Sa mission était double. Lors de leur démarche à

33 Traduction d'un rapport émanant du Dr Perizonius, chef du «Kunstkreis» à Luxembourg, en date du 12 février 1941 (J.M.B., Proc. Zender, n° 12775).

34 M. ZENDER, Rapport au sujet de mon activité à Arlon, février 1946 (J.M.B., Proc. Zender).

Bruxelles, les collaborateurs arlonais s'étaient plaints de l'hostilité de la *Kommandantur* d'Arlon. Zender devait les aider et faire tout ce qui était en son pouvoir pour améliorer les relations entre la région et l'administration militaire³⁵. D'autre part, sans s'éloigner de l'administration du territoire belge par l'armée allemande, il devait germaniser le Pays d'Arlon, et relever le niveau de la langue allemande par rapport à la langue française. Cela signifiait qu'il ne fallait pas aller trop loin mais suffisamment pour donner satisfaction à Luxembourg. Afin d'éviter la panique parmi la population et des problèmes intérieurs belges, il ne fallait surtout pas parler d'annexion et lutter dans la mesure du possible contre le parti nazi, les S.S., la *Zivilverwaltung* et son V.D.B.³⁶. Si les ordres de Zender étaient très clairs quant au rejet de toute forme d'annexion d'Arlon tant que la guerre ne serait pas terminée, ils signifiaient implicitement que l'annexion aurait lieu ultérieurement et qu'il fallait s'y préparer dès maintenant en développant la langue et la conscience allemandes au sein de la population. Zender devait y employer toute son énergie et toute son intelligence. Il savait qu'il aurait fort à faire et qu'il devrait briser à la fois la résistance française de l'administration communale et l'impatience de l'administration civile mais telle était sa mission et il valait mieux la remplir que se battre quelque part en Europe.

Zender fonda le *Deutsche Sprachverein in Arel* (D.S.V.) le 9 avril 1941 à la Maison du Peuple à Arlon. Officiellement, c'étaient des patoisants arlonais, soucieux de défendre leur langue maternelle qui étaient à son origine. Une trentaine d'Arlonais assistèrent à la réunion. Le professeur Michel, germaniste à l'Athénée Royal, s'était désisté et ne désirait plus faire partie du mouvement. On avait alors désigné comme futur président l'Habayzien René Reichling qui avait signé la demande de formation. Mais, à la dernière minute, il se désista à son tour, refroidi par les restrictions imposées par Petri. Furieux du camouflage culturel jugé trop important, l'ancien rexiste voulait une politique claire et radicale. La personne la plus compétente et la plus efficace aurait certainement été le docteur Nicolas Muller, pro-allemand à 100 % dont le prestige était grand dans la région. Toutefois, par prudence, il refusa, préférant rester dans l'ombre toute la guerre aux côtés de Zender. Quant à son frère Eugène, c'était impossible car il avait déjà eu des difficultés avec la *Kommandantur* à la suite d'une affaire de devises. Le *Kriegsverwaltungsrat* dut alors se rabattre sur «le moins capable et le moins éclairé du groupe»³⁷, le patoisant Léopold Maas. Le *Sprachverein* fut divisé en deux sections: le *Ortsgruppe Arel*, couvrant approximativement le canton administratif d'Arlon, et le *Ortsgruppe Athem*, pour approximativement le canton de Messancy. La création officielle de la section d'Athus eut lieu le 12 juin 1941.

35 J.M.B., *Proc. Lespagnard*, P.V. 28.IV.1946.

36 J.M.B., *Proc. Zender*, P.V. 17.II.1948.

37 J.M.B., *Proc. Lespagnard*, P.V. 28.IV.1946.

Le comité du *Deutscher Sprachverein in Arel* se composait comme suit:

- Président du *Sprachverein*: Léopold Maas.
- Président local à Arlon: Léopold Maas.
- Président local à Athus: Bernard Huss.
- Les protecteurs à Arlon étaient: Majeres, le futur bourgmestre Lucien Eichhorn, les docteurs Eugène et Nicolas Muller, Jules Knepper et Joseph Hiéronimus.
- Les protecteurs à Athus: le pharmacien Sand, le docteur Heyaert, etc.

Lors de la première réunion, Zender définit les objectifs du mouvement:

- 1° Réunir dans un groupement tous les Arlonais et les habitants du cercle linguistique conscients de leur qualité allemande.
- 2° Par tous les moyens, rétablir la langue allemande dans ses droits de langue principale de la région d'Arlon.
- 3° Soutenir matériellement les membres du groupe pendant la guerre.
- 4° Préparer par le travail du groupement, la politique ultérieure de l'Allemagne en ce qui concernait la région d'Arlon.³⁸

Il est évident que par ce dernier point, il fallait comprendre l'annexion territoriale d'Arlon au IIIe *Reich* sur le même modèle de ce qui se faisait au Grand-Duché de Luxembourg. Cependant Zender ne prononça jamais le mot «annexion». Les trente personnes assistant à cette naissance devinrent les trente premiers membres. Parmi eux, aucun membre de l'ancien *Verein* de Kurth, aucun patoisant qui avant la guerre s'était particulièrement préoccupé de la langue, rien que des pro-allemands, des agents de renseignement, des collaborateurs, des opportunistes.

«Il était naturel que tous les arrivistes se rencontrent au Sprachverein. Et qu'on ne nous parle pas de désintéressement, d'intoxication idéologique chez des gens pour qui l'adhésion à Rex n'avait jamais été que l'expression d'une mauvaise humeur ou l'impuissance d'un arrivisme impatient !»³⁹

Zender les assura de la compréhension et du soutien sans réserve de l'administration militaire allemande, lui-même étant désigné pour représenter le *D.S.V.* auprès d'elle. Le seul allemand présent, hormis Zender, était Edouard Gerlach, venu spécialement de Luxembourg.

38 *Idem.*

39 C. DECKER, «Du fanatisme à la Trahison», dans *L'Avenir du Luxembourg*, 8.III.1945, p.1.

7. LA LIBERATION ANTICIPEE DES PRISONNIERS DE GUERRE ARLONAIS

«*Vorposten des Deutschtums im Westen*», tel s'intitulait un article consacré à Arlon en juillet 1941, occupant toute la première page du journal *Volksdeutscher Ruf*, l'organe officiel du V.D.A.⁴⁰

Son auteur, Edouard Gerlach, présentait le Pays d'Arlon comme le poste de l'ethnicité allemande le plus avancé à l'ouest, montant fidèlement la garde et protégeant le sang et la langue depuis plus de 1000 ans. De fondation celtique, habitée par les germains dès le début de l'ère chrétienne, insérée dans la ceinture de protection allemande contre le romanisme par les Francs Ripuaires, renforcée et promue par le rayonnement populaire et politique du grand espace franc-mosellan autour de la métropole de Trèves, la région d'Arlon, après avoir appartenu pendant des siècles au *Reich*, avait été arrachée par la Conférence de Londres au Duché de Luxembourg. En fait, Gerlach s'efforçait de prouver que la frontière politique tirée entre Steinfort⁴¹ et Arlon, n'était justifiable ni du point de vue linguistique, ni historique, ni économique, ni hydrographique, ni orographique, ni administratif, car sous tous ces aspects il régnait jusqu'au-delà d'Arlon, du sud au nord, une homogénéité complète.

Jusqu'à la première guerre mondiale, une «clique d'avocats francs-maçons», avait exécuté sans frein les mesures de dégermanisation, «tyranisant» les Arlonais. Avec le honteux «*Diktat*» de Versailles, le chauvinisme français s'était rué sur le courageux poste avancé. Maintenant que les armes avaient parlé à l'ouest et qu'une frontière figée jusqu'alors s'était mise en mouvement, un pays allemand pratiquement inconnu des Allemands s'ouvrait au *Reich*. Après avoir lutté pendant des siècles pour la langue et réussi à stopper la romanisation, sa liberté chaudement disputée lui était rendue par le *Führer*. Telle une récompense pour leurs mille années de combat, Gerlach annonçait aux Arlonais leur «libération de l'oppression» qu'ils connaissaient depuis 1919. La question linguistique allait être définitivement réglée tant dans l'église, l'enseignement, l'administration, que dans la vie publique⁴².

40 E. GERLACH, «*Vorposten des Deutschtums im Westen*», dans *Volksdeutscher Ruf*, Berlin, juillet 1941.

41 Steinfort est la première localité grand-ducale sur la route Arlon-Luxembourg.

42 Voir également: P.H. RUTH, *Luxemburg*, Breslau, 1942; M. KRIER, «La question linguistique dans la région d'Arlon», dans *Cahiers de la Communauté Culturelle Wallonne*, n° 5, Liège, mai 1943.

La première étape de ce traitement spécial fut la libération anticipée des prisonniers de guerre arlonais. Il s'agit là d'un événement peu connu, et sur lequel il n'existe pratiquement aucun document.

Il semble que dès le début de l'internement des prisonniers belges en 1940, certains Arlonais capables de parler le luxembourgeois ou l'allemand, eurent droit à un traitement identique à celui des prisonniers flamands. L'exemple des officiers passant devant une commission linguistique mixte séparant les Flamands des Wallons est célèbre. Selon certains témoignages, les Arlonais qui attirèrent l'attention sur leurs origines ou leur langue maternelle lors de cette épreuve linguistique furent automatiquement séparés des Wallons. A cette époque, la rumeur prétendait que tous les Flamands allaient pouvoir rentrer chez eux. Si cela s'était réalisé, il en aurait, sans aucun doute, été de même pour les germanophones luxembourgeois. C'est pourquoi les Allemands les séparaient et les considéraient encore mieux que les Flamands. Mais tous n'acceptèrent pas d'être traités différemment des Wallons malgré la perspective d'une libération prochaine. Le général e.r. Fernand Wagner, d'origine arlonaise, fit partie de ceux-là. En septembre 1940, jeune officier, il était interné au camp de Tibor, près de la frontière polonaise. Il fut convoqué devant la commission linguistique composée d'officiers allemands et de civils flamands émigrés en Allemagne, des inciviques du défunt *Raad van Vlaanderen* ou leurs descendants, suivant les rumeurs de l'Oflag III B. Ces derniers s'étonnèrent que le lieutenant Wagner se déclarât francophone. En effet, il avait commandé une compagnie d'expression flamande du deuxième Régiment des Carabiniers et en plus il était domicilié à Schaerbeek. Mais laissons-lui la parole:

«Tout à coup, un officier allemand de cette commission s'exclama en allemand, en montrant ma carte d'identité:

'Aber, das ist noch besser ! Sie sind in Arel geboren ! Sie sind also Deutschsprechend und Grenzdeutsch !'

Je dus alors nier obstinément des vérités et des évidences comme: avoir étudié l'allemand pendant mes études primaires et secondaires à Arlon; que le dialecte local et régional allemand y était encore pratiqué; qu'avec un nom comme le mien, je ne pouvais avoir que des origines germaniques, etc., pour qu'enfin le président de la commission, d'un coup de crayon rageur, barre ma fiche d'un grand 'W' rouge, me classant 'Wallon' !»⁴³

Finalement aucun officier de carrière, flamand ou luxembourgeois, ne fut libéré. Hitler resta intraitable sur ce point. Par contre les officiers de réserve flamands purent rentrer en Belgique. De la même manière, les réservistes arlonais qui acceptaient de signer l'engagement de ne pas

43 Témoignage du général e.r. Fernand Wagner, recueilli à Bruxelles en mai 1985.

reprendre les armes contre l'Allemagne, furent également libérés et regagnèrent le Luxembourg natal. Leur nombre est indéterminé et les conditions dans lesquelles ils furent reconnus *Volksdeutsch* varient suivant les cas. Certains ne parlant pas un mot de patois ni d'allemand, mais portant un nom d'origine germanique, furent libérés sans difficulté aucune quand on s'aperçut qu'ils provenaient du Pays d'Arlon. D'autres durent prouver leur connaissance de la langue maternelle ou leurs notions d'allemand. Les Arlonais qui en furent incapables restèrent internés toute la guerre avec leurs compatriotes wallons.

Quant aux simples soldats originaires de la région, ils durent attendre la création du *Sprachverein* en avril 1941 pour que leurs geôliers reçoivent l'ordre de les libérer.

Dès sa mise en place, le comité du cercle linguistique d'Arlon s'affaira afin que les patoisants luxembourgeois fussent relâchés le plus rapidement possible. Ce fut son premier souci et sa première action. Il est vrai que réussir à faire libérer les pères ou les fils des familles de l'*Arelerland* constituait une remarquable entrée en scène et une excellente publicité. Le 30 avril 1941, le bourgmestre de chaque commune reçut une lettre du comité du *D.S.V.* lui demandant communication des noms des prisonniers de guerre patoisants.

Nous ne connaissons que les réactions de deux bourgmestres mais dans chacun des cas elles furent négatives. La première, la plus importante de toutes est celle du bourgmestre d'Arlon, Paul Reuter:

«Mon administration ignore l'identité des prisonniers de guerre détenus en Allemagne, et a fortiori la langue ou l'idiome dont ils se servent habituellement.

Je ne puis d'ailleurs concevoir qu'une différence de langue puisse constituer une cause de faveur ou de défaveur, au point de vue de leur libération. Je me plais à croire que tous indistinctement ont fait leur devoir sous les armes, et dans ces conditions il me paraît souverainement injuste d'établir entre eux, une classification que rien ne justifie.» ⁴⁴

A Hondelange, le bourgmestre Octave Reichling ne donna aucune suite à la lettre l'informant que les prisonniers parlant l'allemand pouvaient être rapatriés dans les prochains mois par les bons offices du *Sprachverein*:

44 Lettre du bourgmestre Paul Reuter au président du *Sprachverein* Léo Maas, Arlon, le 7.V.1941 (J.M.B., *Proc. Eichhom*).

« Cette lettre ne fut pas divulguée. Je prévins verbalement toutes les familles intéressées du danger que pouvait présenter toute démarche du côté Sprachverein et d'être très prudent.

Le 23 février 1943, une seconde lettre me fut envoyée toujours dans le même but, mais combien plus douce et plus persuasive. Cette lettre, comme l'autre, fut remise et resta sans suite. »⁴⁵

On peut supposer que ce type de réaction fut général ou en tout cas très répandu parmi les bourgmestres de l'Ardenne. Le Sprachverein, ayant échoué du côté des administrations communales, s'adressa alors directement à la population. Il fit savoir, notamment par la presse, que les familles de Luxembourgeois désirant qu'un des leurs, prisonnier en Allemagne, puisse rentrer au foyer, devaient se manifester auprès de Léopold Maas ou d'un protecteur du D.S.V. Officieusement les gens savaient qu'il était souhaitable qu'une affiliation au mouvement précède la demande. Nous ignorons quel fut le nombre de démarches et de libérations anticipées mais c'est par centaines qu'elles doivent se compter. Les soldats arlonais furent relâchés par petits groupes, au fur et à mesure de leur localisation, et durant toute la guerre chaque mois et parfois chaque semaine, le Sprachverein fit publier dans la presse les noms des enfants du pays dont il avait obtenu le retour. Cette action lui valut certainement beaucoup de sympathie parmi la population. Les témoignages se font pourtant rares. Les bouches se ferment... On a oublié, on ne se souvient plus très bien, c'est vieux tout cela. Comme si on se sentait coupable d'être rentré alors que tel voisin ou tel ami parlant seulement le français n'a pas pu. D'autre part, beaucoup dont les familles acceptèrent de payer la cotisation au D.S.V., furent poursuivis après la guerre. En 1945, une simple affiliation au Sprachverein valait un an de prison. Dans la presse de l'époque, c'est par dizaines que l'on trouve des comptes rendus de procès de ce genre :

« Jean Weylandt, d'Arlon, est revenu d'Allemagne grâce à Bistro. A son retour, le prisonnier est allé remercier son bienfaiteur qui lui aurait présenté le Sprachverein comme une association pour le retour des prisonniers. L'accusé se défend d'avoir jamais signé, reçu des timbres ou des secours.

M. Everling, libraire, témoigne en faveur de l'inculpé d'une façon précise et nette. L'auditeur voit dans l'affiliation de Weylandt une imprudence supplémentaire dans le fait que l'inculpé était ancien prisonnier et tenu à plus de circonspection. »⁴⁶

45 Déclaration du bourgmestre Octave Reichling, Hondelange, le 18 octobre 1945 (J.M.B., Proc. Eichhorn).

46 Coupure non datée de L'Avenir du Luxembourg (Papiers Omer Habaru).

« Cette lettre ne fut pas divulguée. Je prévins verbalement toutes les familles intéressées du danger que pouvait présenter toute démarche du côté Sprachverein et d'être très prudent.

Le 23 février 1943, une seconde lettre me fut envoyée toujours dans le même but, mais combien plus douce et plus persuasive. Cette lettre, comme l'autre, fut remise et resta sans suite. »⁴⁵

On peut supposer que ce type de réaction fut général ou en tout cas très répandu parmi les bourgmestres de l'Arélerland. Le Sprachverein, ayant échoué du côté des administrations communales, s'adressa alors directement à la population. Il fit savoir, notamment par la presse, que les familles de Luxembourgeois désirant qu'un des leurs, prisonnier en Allemagne, puisse rentrer au foyer, devaient se manifester auprès de Léopold Maas ou d'un protecteur du D.S.V. Officieusement les gens savaient qu'il était souhaitable qu'une affiliation au mouvement précède la demande. Nous ignorons quel fut le nombre de démarches et de libérations anticipées mais c'est par centaines qu'elles doivent se compter. Les soldats arlonais furent relâchés par petits groupes, au fur et à mesure de leur localisation, et durant toute la guerre chaque mois et parfois chaque semaine, le Sprachverein fit publier dans la presse les noms des enfants du pays dont il avait obtenu le retour. Cette action lui valut certainement beaucoup de sympathie parmi la population. Les témoignages se font pourtant rares. Les bouches se ferment... On a oublié, on ne se souvient plus très bien, c'est vieux tout cela. Comme si on se sentait coupable d'être rentré alors que tel voisin ou tel ami parlant seulement le français n'a pas pu. D'autre part, beaucoup dont les familles acceptèrent de payer la cotisation au D.S.V., furent poursuivis après la guerre. En 1945, une simple affiliation au Sprachverein valait un an de prison. Dans la presse de l'époque, c'est par dizaines que l'on trouve des comptes rendus de procès de ce genre:

« Jean Weylandt, d'Arlon, est revenu d'Allemagne grâce à Bistro. A son retour, le prisonnier est allé remercier son bienfaiteur qui lui aurait présenté le Sprachverein comme une association pour le retour des prisonniers. L'accusé se défend d'avoir jamais signé, reçu des timbres ou des secours.

M. Everling, libraire, témoigne en faveur de l'inculpé d'une façon précise et nette. L'auditeur voit dans l'affiliation de Weylandt une imprudence supplémentaire dans le fait que l'inculpé était ancien prisonnier et tenu à plus de circonspection. »⁴⁶

45 Déclaration du bourgmestre Octave Reichling, Hondelange, le 18 octobre 1945 (J.M.B., Proc. Eichhorn).

46 Coupure non datée de *L'Avenir du Luxembourg* (Papiers Omer Habaru).

C'est certainement un accord entre Bruxelles et Luxembourg qui permit au D.S.V. d'obtenir ces libérations de prisonniers dans des délais assez courts à partir du moment où ils étaient localisés. Mais qui, en haut lieu, donna l'autorisation ? Aucun document connu à l'heure actuelle ne permet de répondre à cette question.

8. NEUTRALISATION ET ELIMINATION DES ENNEMIS DE LA LANGUE ALLEMANDE

Pour mettre en place à Arlon une politique de germanisation, ou en tout cas une politique tendant à favoriser très nettement l'élément allemand sur l'élément wallon et à organiser un rapprochement progressif de la région avec le Grand-Duché de Luxembourg et avec l'Allemagne, il était indispensable de neutraliser au préalable les principaux ennemis de la langue allemande.

A leur tête: la bourgeoisie francophone dirigeant l'administration communale d'Arlon. C'est elle qui, dans les années trente, avait tenu en échec le mouvement pangermaniste de Bischoff malgré les moyens importants dont il était doté. C'est elle encore qui, dans les années vingt, avait fait échouer la tentative du ministre Camille Huysmans de rétablir l'allemand comme langue véhiculaire dans l'enseignement primaire de certaines communes de la région. Durant la première guerre mondiale, elle avait tenu tête à l'administration civile d'occupation et à la *Kommandantur* d'Arlon. Malgré la déportation de l'échevin de l'Instruction publique, Paul Reuter, la germanisation de l'enseignement primaire et de l'administration s'était avérée impossible. Enfin, c'est toujours elle et particulièrement les libéraux arlonais, qui avaient mené la vie dure et qui avaient contrecarré les actions du *Verein* de Kurth de 1893 à 1914.

Si on voulait éviter de se retrouver dans les mêmes situations d'échec, devant les mêmes obstacles, les mêmes difficultés, la même résistance et face aux mêmes personnes, des mesures radicales s'imposaient dès le départ.

Agé de 75 ans en 1940, Paul Reuter était toujours là et veillait sur ses concitoyens non plus en tant qu'échevin mais comme bourgmestre. Le général von Petchmann, responsable de la *Feldkommandantur* 598, conseillé par son *Kriegsverwaltungsrat* Zender et par les dirigeants du *Sprachverein*, exposa clairement la situation à ses supérieurs:

«Depuis le début de la guerre, Reuter a géré ses affaires d'une façon correcte. Cependant, étant donné les sentiments hostiles qu'il

portait à l'Allemagne et à la langue allemande avant la guerre, il n'est pas supportable qu'il soit maintenu dans ses fonctions.

Les trois échevins sont des politiciens de vieille souche et appartiennent à des milieux manifestement germanophobes. Eux non plus, ne peuvent pas être maintenus.»⁴⁷

En vertu de l'ordonnance allemande du 7 mars 1941 contre le vieillissement des cadres de l'administration publique en Belgique, les personnes exerçant certaines fonctions publiques et ayant atteint l'âge de 60 ans, pouvaient être remplacées par des éléments capables et plus jeunes, conscients de leurs responsabilités et prêts à se dévouer à ces tâches exceptionnelles. Les bourgmestres et échevins tombaient sous le coup de cette ordonnance. Au début du mois de mai 1941, le bourgmestre d'Arlon Paul Reuter, le premier échevin Jules Massonnet, âgé de 60 ans, le deuxième échevin Oscar Delasorte, âgé de 65 ans, furent informés qu'en raison de leur grand âge, ils n'étaient pas autorisés à continuer à exercer leurs fonctions. Le troisième échevin, Albert Goffaux, âgé de 57 ans, démissionna de son poste peu après. Romsée, le secrétaire général du ministère de l'intérieur et de la santé publique, leur demanda cependant de continuer à exercer leurs fonctions tant que leurs successeurs ne seraient pas nommés. Quant au conseil communal d'Arlon, il fut suspendu par une dépêche du 18 avril 1941, le collège échevinal, seul, étant autorisé à fonctionner⁴⁸. L'administration communale d'Arlon était décapitée... *

Matthias Zender et la direction du *Sprachverein* souhaitaient que toutes ces personnalités arlonaises fussent remplacées par de bons patoisants, au profil d'ordre nouveau si possible⁴⁹. Cela ne se fit pas sans difficultés, notamment pour la succession de Paul Reuter. Le *Feldkommandant* d'Arlon se mit en chasse:

«Je me suis attaché à découvrir dans les milieux de groupes ethniques allemands une personnalité apte à remplir les fonctions de bourgmestre.»⁵⁰

Le général contacta diverses personnalités locales comme le germaniste Alfred Bertrang. Parfois il y eut quelques hésitations mais la réponse définitive fut toujours négative.

47 *Feldkommandantur* 598 au Commandant Militaire pour la Belgique et le nord de la France, Arlon, le 16.IX.1941 (J.M.B., *Proc. Eichhorn*).

48 Lettre du gouverneur Greindl au secrétaire général du ministère de l'Intérieur Romsée à Bruxelles, Arlon, le 15.IX.1941 (J.M.B., *Proc. Eichhorn*, pièce 13 B).

49 J.M.B., *Proc. Lespagnard*, P.V. 28.IV.1946.

50 *Feldkommandantur* 598 au Commandant Militaire pour la Belgique et le nord de la France, Arlon, le 16.IX.1941 (J.M.B., *Proc. Eichhorn*).

«Il existe encore la possibilité déjà discutée antérieurement de faire venir à Arlon une personne étrangère à la ville. Je ne considère cependant pas cette solution comme appropriée parce qu'un aspirant étranger aurait à combattre des difficultés extraordinaires et parce que la politique spéciale d'Arlon, nécessite une connaissance exacte des conditions locales.»⁵¹

Le gouverneur baron René Greindl, nommé le 17 août 1940 en remplacement de Van den Corput mis à la pension, fut contacté par l'autorité militaire:

«Elle me charge d'entreprendre des démarches pour présenter à son agrément un candidat remplissant les conditions suivantes: être de souche arlonaise, connaître l'allemand ou le patois local et ne pas être connu comme germanophobe.»⁵²

Les différents dignitaires du *Sprachverein* se réunirent à plusieurs reprises afin de voir qui serait susceptible d'assurer la succession de Reuter mais aucun d'entre eux ne voulut accepter cette fonction. Le plus intelligent et le plus capable d'entre tous, le docteur Nicolas Muller, refusa d'accepter tout poste de ce genre tant que la guerre ne serait pas terminée et la victoire assurée. D'autres comme le président du *Sprachverein*, Léopold Maas, ou le commerçant collaborateur Pierre Ambroes, semblaient prêts à accepter en dernier recours, les sièges d'échevins mais pas celui de maieur⁵³.

De son côté, Greindl contacta tous les conseillers communaux et toutes les personnalités locales en qui il avait confiance. La réponse fut la même partout. Finalement il se rabattit sur le chef du bureau de l'administration provinciale, Camille Antoine, originaire de Frassem, et le convoqua pour lui faire part de ses projets. Celui-ci refusa d'abord mais le Gouverneur insista:

«Comme je me récriais, il insista d'une façon pressante mettant en avant l'intérêt belge et celui de la ville, présentant la chose comme un devoir patriotique. Il fallait à tout prix, disait-il, empêcher les gens d'ordre nouveau d'arriver au pouvoir.»⁵⁴

A la *Kommandantur*, on n'était pas opposé à la nomination du fonctionnaire provincial au poste de bourgmestre d'Arlon:

51 *Idem*.

52 Lettre de Greindl à Romsée, le 15.IX.1941 (J.M.B., *Proc. Eichhorn*).

53 J.M.B., *Proc. Zender*, P.V. n° 8940, 18.XI.1946.

54 Déclaration de Camille Antoine, chef du bureau de l'administration provinciale, Arlon, le 26.XI.1946 (J.M.B., *Proc. Eichhorn*).

«Antoine semble parfaitement supportable au groupe ethnique allemand. Sa longue expérience de fonctionnaire administratif parle pour lui. On m'a assuré que sa nomination aux fonctions de bourgmestre ne serait pas considérée comme un affront par les milieux de langue allemande.»⁵⁵

Mais lorsque le fonctionnaire belge apprit qu'on lui imposait des collaborateurs notoires, anciens rexistes et dirigeants du *Sprachverein* comme échevins, il refusa définitivement. Greindl avait échoué:

«Si mes négociations n'ont pu aboutir, c'est que la plupart des hommes politiques locaux sont restés fidèles à leur politicaïlle d'avant-guerre. Incapables de comprendre l'intérêt général qui se concrétisait ici dans le fait d'avoir à la tête de la ville un bourgmestre belge, ils préfèrent se contenter dans un attentisme critiqueur et souhaiter la politique du pire. Tous mes efforts pour vaincre cette obstination ont été vains et ce, malgré l'appui que m'a donné le clergé local, plus conscient de ses responsabilités.»⁵⁶

Devant la volonté de toutes les parties intéressées d'en finir et de voir un nouveau collège se former, tous acceptèrent la proposition du *Sprachverein*. Un de ses membres, inconnu jusqu'alors, s'était porté volontaire. Il s'appelait Lucien Eichhorn⁵⁷.

Particulièrement ambitieux, partisan d'un régime fort, royaliste et admirateur d'Adolf Hitler, Eichhorn était un ancien affilié du Verdinaso. Son maître à penser se nommait Joris Van Severen. Quoique d'intelligence moyenne, d'après Zender et Lespagnard, ce secrétaire permanent de la Fédération provinciale du Tourisme correspondait totalement au profil recherché. Il était jeune, d'origine arlonaise, patoisant attaché à sa langue maternelle et favorable à un ordre nouveau. Le 1er novembre 1941, le *Moniteur* publia un arrêté du ministre de l'Intérieur en date du 29 octobre, déclarant que démission de ses fonctions était accordée au bourgmestre d'Arlon, Paul Reuter. Les premiers mots du nouveau bourgmestre devant le personnel communal réuni le 8 novembre à l'auditorium, furent pour rendre hommage à son prédécesseur:

55 *Feldkommandantur* 598 au Commandant Militaire pour la Belgique et le nord de la France, Arlon, le 16.IX.1941 (J.M.B., *Proc. Eichhorn*).

56 Lettre de Greindl à Romsée, le 15.IX.1941 (J.M.B., *Proc. Eichhorn*).

57 Lucien Eichhorn, né à Arlon le 16 mars 1908, occupait depuis 1936 le poste de secrétaire permanent de la Fédération provinciale du Tourisme. Ancien correspondant de presse de journaux belges et luxembourgeois, affilié au mouvement Verdinaso en octobre 1940, il devint bourgmestre d'Arlon en octobre 1941, après la révocation de Paul Reuter. Il occupa ce poste jusqu'à sa fuite en Allemagne en août 1944. Il fut condamné à mort et fusillé à Arlon le 29 juin 1946.

«Quarante-six années de vie publique désintéressée sont un fait assez éloquent par lui-même pour qu'il faille échafauder des mots et des éloges.

Au nom de la Ville toute entière, et particulièrement en votre nom à tous, nous exprimons à Maître Paul Reuter, ancien bâtonnier, un hommage d'estime et de gratitude loyal et sincère.»⁵⁸

Cinq jours plus tôt, Reuter écrivait à Romsée:

«Cette mesure est contraire au droit public belge et constitue en réalité une révocation déguisée, ou tout au moins un retrait d'emploi absolument arbitraire.

Ayant depuis près de 46 ans, consacré le meilleur de mon temps et de mes forces à l'administration de la ville d'Arlon, je ne puis que protester énergiquement contre l'abus de pouvoir dont je suis l'objet, tout en faisant réserve expresse de mes droits pour le jour où la légalité sera remise en honneur dans notre malheureux pays.»⁵⁹

Pendant toute la durée de la guerre, Paul Reuter cessa toute activité politique. Écarté de la direction communale, le vieil homme choisit, tout comme les autres échevins, l'ombre et le silence, mais fidèle à sa parole, il était à l'hôtel de ville d'Arlon le 10 septembre 1944.⁶⁰

Les principaux ennemis de la langue allemande à Arlon étaient ainsi définitivement neutralisés et écartés des prises de décision. Il n'y avait plus de résistance à attendre de ce côté et les problèmes de 1916-1918 n'étaient pas prêts de resurgir. Paul Hermann Ruth put écrire en 1942 dans son livre *«Luxemburg»*:

«Dans la vie communale de la Ville d'Arlon, le concept 'Groupe ethnique' s'est frayé une voie. L'Administration de la ville qui était récemment encore aux mains germanophobes et tout à fait étrangères ethniquement⁶¹, est passée dans des mains ethniquement allemandes. Le président du Deutscher Sprachverein, Léopold Maas, est maintenant premier échevin de la Ville d'Arlon.»

58 Extrait du discours prononcé par Lucien Eichhorn devant l'assemblée du personnel communal le samedi 8.XI.1941 à l'auditorium d'Arlon (J.M.B., *Proc. Eichhorn*).

59 Recommandé du bourgmestre Paul Reuter au secrétaire général du ministère de l'Intérieur Romsée, à Bruxelles, Arlon, le 3.XI.1941 (J.M.B., *Proc. Eichhorn*).

60 G. et J.-M. TRIFFAUX, *La libération d'Arlon*, Arlon, 1984, p. 48.

61 L'échevin Jules Massonnet était originaire de Chassepierre; l'échevin Oscar Delasorte et l'échevin Albert Goffaux étaient nés à Gand. Le bourgmestre Paul Reuter était né à Clausen, au Grand-Duché de Luxembourg.

Si le principal ennemi était hors de combat, le second tout aussi redoutable, était toujours là. Omer Habaru, le fossoyeur du *Bund* et l'ennemi juré de l'abbé Schaul, avait été forcé de ranger sa plume après que les *Nouvelles* d'Arlon eussent été interdites par l'occupant en 1940. Le journaliste, mis à la retraite forcée, fut l'un des premiers soucis de Zender.

Le 10 décembre 1941, vers 21h.15, une pierre fut jetée dans la vitrine du commerçant collaborateur et dirigeant du *Sprachverein*, Pierre Ambroes, récemment nommé échevin. C'était la seconde fois en quinze jours qu'elle était brisée⁶². Le lendemain, le *Kreiskommandant* von Schütz⁶³ ordonna l'arrestation de deux otages: Omer Habaru et Hiacynthe Piton. Officiellement, on les avait choisis parce qu'ils étaient tous deux officiers. Le commandant Piton fut libéré trois jours plus tard car l'examen médical révéla qu'il n'était pas apte à subir une détention. Par contre, le capitaine de réserve Habaru fut maintenu derrière les barreaux tandis qu'on cherchait un second otage. Des «*Aufruf an die Bevölkerung*» recouvrirent les murs de la ville, précisant que si les coupables ne se faisaient pas connaître, les otages seraient transférés en Allemagne le 20 décembre. Cette arrestation ne fut cependant pas la bonne, Habaru fut finalement relâché sans qu'aucun coupable n'ait été arrêté. Zender ne se découragea pas. Il ne cessa jamais de rappeler ce dont Habaru était responsable. Il est vrai qu'il le connaissait depuis 1935 et que l'abbé Schaul, devenu membre d'honneur du *Sprachverein*, était là pour veiller à ce qu'on n'oublie pas le journaliste.

Lors du premier anniversaire de l'*Areler Volkszeitung*, l'organe du *Sprachverein*, Zender dressa dans les colonnes de l'hebdomadaire le bilan de ces douze premiers mois⁶⁴. Il expliqua que malgré son combat pour qu'Arlon reste une ville allemande, il n'attaquait jamais les francophones avec le ton haineux d'un Habaru qui ne sait écrire que comme celui qui sent qu'il a tort. Dans le livre «*Luxemburg*», P.H. Ruth n'oublie aucun défenseur de la langue française:

«*In der Zeit, als dieser Würgegriff Seele und Leib des deutschbewussten Volkskörpers erdrosseln sollte und die 'Association Française' mit ihren freimaurerisch-liberalen Steigbügelhaltern, dem Bürgermeister Reuter, den Massonnet, Habaru und Dr. Hollenfeltz, alles tat, um die Areler durch Zwang und Überredung zu 'Freunden Frankreichs' zu machen, trat der 'Deutsche Sprachverein' zum Gegenkampf auf den Plan.*»⁶⁵

62 *Areler Volkszeitung*, 13.XII.1941, n° 19, p. 1.

63 Entre septembre et décembre 1941, la *Feldkommandantur* d'Arlon fut transformée en *Kreiskommandantur*, et le général von Petchmann céda la place au major von Schütz.

64 *Areler Volkszeitung*, 8.VIII.1942, n° 31, p. 1.

65 P.H. RUTH, *Luxemburg*, Breslau, 1942, p. 28.

A plusieurs reprises durant l'automne 1942, Zender s'en prit encore à Habaru dans l'*Areler Volkszeitung*. Le gestapiste Lespagnard confirme que le *Kriegsverwaltungsrat* alla encore plus loin :

«Zender voulait la peau d'Habaru...

Il s'adressa une nouvelle fois à l'*Oberfeldkommandantur* de Liège, exigeant l'arrestation d'Habaru. Sur les instances réitérées de Zender, il fut finalement arrêté.»⁶⁶

Le 21 septembre 1942, quatre membres du S.D.⁶⁷ de Liège se présentèrent au domicile d'Habaru et l'arrêtèrent. Le premier interrogatoire à coups de matraque porta sur trois chefs d'accusation :

- 1° faire partie d'un service de renseignements anglais;
- 2° faire partie des brigades blanches;
- 3° être en possession d'un dépôt d'armes.

Les camps tristement célèbres de Vucht, Ravensbrück et Buchenwald furent les destinations suivantes d'Habaru. Il survécut miraculeusement et c'est un véritable triomphe que la population arlonaise lui réserva, lors de son retour en 1945.

«Zender était mon ennemi personnel de longue date, attendu que depuis avant la guerre, il était agent de germanisation dans la région... Lors de mon second interrogatoire à la Gestapo, boulevard d'Avroy à Liège, il m'a été donné lecture de déclarations faites aux Allemands par le curé Frédéric Schaul de Tintange, le bourgmestre Lucien Eichhorn, l'échevin Maas d'Arlon, l'échevin Ambroes d'Arlon,... A chaque aveu, j'étais battu...»⁶⁸

Le docteur Jean-Lucien Hollenfeltz, petit-fils d'Emile Tandel, était une personnalité locale très influente et très populaire. Les Arlonais le surnommaient volontiers «le bon docteur». Quoique patoisant, il était l'incarnation même de la culture française à Arlon. Membre actif de l'Association française, membre fondateur de l'Académie luxembourgeoise, il était devenu le président provincial de la Croix-Rouge depuis la mobilisation. Dès juillet 1941, Zender le dénonça comme un «violent adversaire de l'Allemagne», promoteur de l'Alliance française à Arlon⁶⁹. Ses activités dans la Résistance attirèrent très rapidement toute l'attention

66 J.M.B., *Proc. Lespagnard*, P.V. 28.IV.1946.

67 *Sicherheitsdienst*, service de sûreté et de renseignements secrets de la S.S.

68 Déclaration d'Omer Habaru, Arlon, le 12.V.1945 (J.M.B., *Proc. Zender*).

69 Note de Matthias Zender à la *Geheime Feldpolizei*, Arlon, le 14.VII.1941 (J.M.B., *Proc. Zender*, P.V. n° 6425, 24.VI.1946).